



À de nombreux égards, la défense européenne a le potentiel pour être perçue comme une véritable force dissuasive. Représentant 430 milliards d'euros, le budget de défense des pays européens excède celui de la Russie ou même celui de la Chine<sup>1</sup>. Pourtant, la sécurité du territoire européen n'est pas acquise et est encore dépendante des États-Unis<sup>2</sup>. Dans ce contexte marqué par la dégradation de l'ordre international, rarement les élections présidentielles américaines n'auront été si cruciales pour l'Europe.



<sup>1</sup> SANTOPINTO, Federico. « Chapitre 1 : Europe ». *Année Stratégique 2024*. Armand Collin, 2023. 368p.

<sup>2</sup> HERBELOT, Iris. « Quel avenir pour la défense européenne ? ». *Fondation Robert Schuman* [en ligne], 30 septembre 2023 [consulté le 02/11/2024]. Disponible sur : <https://www.robert-schuman.eu/questions-d-europe/762-quel-avenir-pour-la-defense-europeenne>.

Dans un rapport d'information du Sénat, la « *défense européenne* » fut définie comme la défense du continent « *par les européens et pour les européens* »<sup>3</sup>. Cela comprend toutes les initiatives bilatérales et multilatérales des États européens, renforçant la défense du territoire européen. À ce jour, la « *défense européenne* » est incarnée par la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) de l'Union Européenne (UE). En plein essor, la PSDC évolue toutefois dans un cadre juridique restreint. En effet, toute décision relative à la PSDC est prise à l'unanimité par les États-membres<sup>4</sup>. Elle peut alors être bloquée par les désaccords politiques. Par ailleurs, combattre ensemble implique un haut niveau d'interopérabilité, s'appuyant sur une base industrielle de technologie et de défense (BITD) commune. Or, la BITD européenne (BITDE) est fragmentée, fortement dispersée sur les mêmes segments<sup>5</sup>. Dimensionnée pour les temps de paix, la BITDE ne peut, pour l'instant, soutenir les exigences de la haute intensité, ni résister à la concurrence américaine<sup>6</sup>. Dans ces conditions, l'Europe ressort comme un territoire vulnérable, dépendant de la protection offerte par les États-Unis, via l'OTAN.

Cette dépendance pose question à l'approche des prochaines élections présidentielles américaines. La dynamique actuelle laisse présager un retrait relatif des États-Unis, de nouveau focalisés sur le compétiteur chinois après plus de deux années de guerre en Ukraine. Dès lors, il ne serait pas étonnant que les États-Unis soient plus exigeants envers les européens, leur demandant d'assurer eux-mêmes la sécurité du Vieux Continent. L'ampleur de ce mouvement de repli dépend toutefois du candidat

<sup>3</sup> GAUTIER, Jacques, PINTAT, Xavier, REINER, Daniel et VALLINI, André. « Rapport d'information n°713 (2012-2013) ». *Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat* [en ligne], 3 juillet 2013 [consulté le 02/11/2024]. Disponible sur : <https://www.senat.fr/notice-rapport/2012/r12-713-notice.html>.

<sup>4</sup> « Article 42 – 4 ». *Traité sur l'Union Européenne (version consolidée)* [en ligne], 26 octobre 2012 [consulté le 02/11/2024]. Disponible sur : [https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:2bf140bf-a3f8-4ab2-b506-fd71826e6da6.0002.02/DOC\\_1&format=PDF](https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:2bf140bf-a3f8-4ab2-b506-fd71826e6da6.0002.02/DOC_1&format=PDF).

<sup>5</sup> LARSONNEUR, Jean-Charles et THIÉROT, Jean-Louis. « Rapport d'information n°2625 ». *Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat* [en ligne], 15 mai 2024 [consulté le 02/11/2024]. Disponible sur : [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion\\_def/l16b2625\\_rapport-information#:~:text=Rapport%20d'information%20d%C3%A9pos%C3%A9%20en,le%20mercredi%2015%20mai%202024](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion_def/l16b2625_rapport-information#:~:text=Rapport%20d'information%20d%C3%A9pos%C3%A9%20en,le%20mercredi%2015%20mai%202024).

<sup>6</sup> « Chapter 4 ». *The future of European competitiveness – Part A – A competitiveness strategy for Europe* [en ligne], septembre 2024 [consulté le 02/11/2024]. Disponible sur : [https://commission.europa.eu/document/download/97e481fd-2dc3-412d-be4c-f152a8232961\\_en](https://commission.europa.eu/document/download/97e481fd-2dc3-412d-be4c-f152a8232961_en).

élu. La politique étrangère de K. Harris semble s'inscrire dans la continuité des derniers présidents démocrates, avec l'affirmation du pivot asiatique<sup>7</sup>. Si l'aide à l'Ukraine resterait une constante, elle devrait être plus mesurée. L'accession de D. Trump à la Maison Blanche serait dramatique avec la menace d'un désengagement total. Remettant en cause le principe de solidarité au sein de l'OTAN<sup>8</sup>, D. Trump mettrait en péril la crédibilité de l'Alliance.

Considérant ce nouvel équilibre géopolitique, les pays européens se doivent de soutenir la croissance de la défense européenne. L'invasion de la Crimée, mais surtout la guerre en Ukraine, ont réveillé les puissances européennes sur la nécessité d'investir dans une défense forte et résiliente, capable d'assumer un conflit de haute intensité. En effet, entre 2014 et 2023, les pays européens ont accru leurs dépenses de défense de 62 %. La reconstruction du secteur de la défense s'écrivant dans le temps long, il est nécessaire de poursuivre les efforts entamés. Les nouveaux outils récemment créés pour planifier, conduire et financer des opérations au niveau européen doivent être renforcés. De même, l'industrie de défense européenne, stimulée ces dernières années par des programmes conjoints et des financements communautaires, doit se développer de manière cohérente et collective, afin d'accroître l'interopérabilité tout en résistant à la concurrence américaine. Cet essor de la défense européenne semble devoir s'inscrire dans le cadre otanien, imposant le développement du « *pilier européen de l'OTAN* »<sup>9</sup>. Dans le cas contraire, l'absence de synergie entre l'UE et l'OTAN générerait une duplication des tâches qui desservirait les deux entités<sup>10</sup>. Il paraît donc nécessaire de renforcer la place des pays européens dans l'Alliance et de faire converger la vision stratégique de l'OTAN et l'UE. Le renouvellement récent des postes clés, à l'UE comme

<sup>7</sup> WEBB, Andrew. « À quoi pourrait ressembler la politique étrangère de Kamala Harris ? ». *BBC News Afrique* [en ligne], 27 juillet 2024 [consulté le 02/11/2024]. Disponible sur : <https://www.bbc.com/afrique/articles/c2v02e85j9xo>.

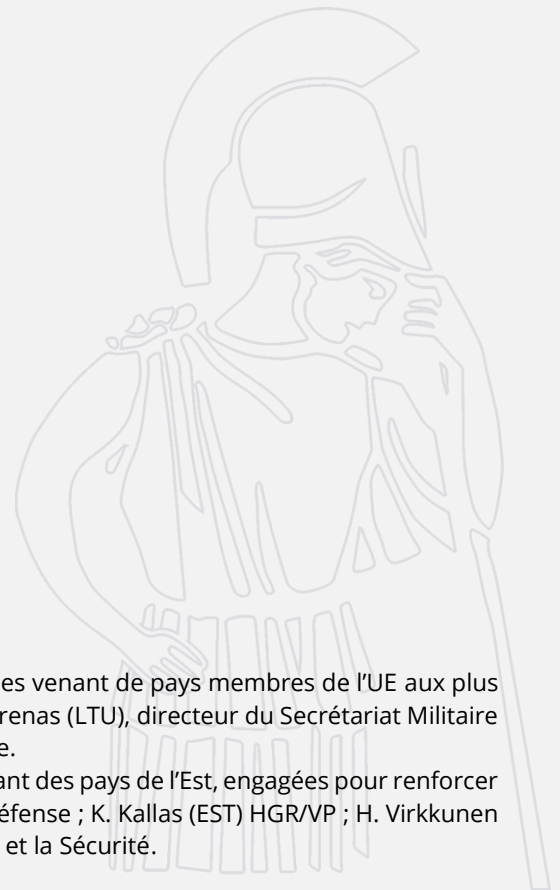
<sup>8</sup> SMOLAR, Piotr. « Donald Trump suscite l'effroi parmi les alliés en mettant en cause le principe de solidarité au sein de l'OTAN ». *Le Monde* [en ligne], 12 février 2024 [consulté le 02/11/2024]. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/12/donald-trump-suscite-l-effroi-chez-les-allies-en-mettant-en-cause-le-principe-de-solidarite-au-sein-de-l-otan\\_6216070\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/12/donald-trump-suscite-l-effroi-chez-les-allies-en-mettant-en-cause-le-principe-de-solidarite-au-sein-de-l-otan_6216070_3210.html).

<sup>9</sup> GENETET, Anne et LACHEAU, Bastien. « Rapport d'information n° 2651 ». *Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat* [en ligne], 22 mai 2024 [consulté le 02/11/2024]. Disponible sur : [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion\\_def/116b2651\\_rapport-information](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion_def/116b2651_rapport-information).

<sup>10</sup> ZIMA, Amélie. *L'OTAN. Que sais-je ?*, 2023. 127p.



à l'OTAN<sup>11</sup>, présente des profils plus favorables à un rapprochement entre les deux organisations. Cela crée une opportunité pour les européens qu'il paraît important de saisir.



---

<sup>11</sup> À l'OTAN, le renouvellement des postes place des personnes venant de pays membres de l'UE aux plus hautes fonctions : M. Rutte (NLD), Secrétaire général ; R. Baltrenas (LTU), directeur du Secrétariat Militaire International ; G. Dragone (ITA), président du Comité Militaire.

À l'UE, les postes clés ont été confiés à des personnes provenant des pays de l'Est, engagées pour renforcer la défense de l'Europe : A. Kubilius (LTU), Commissaire à la Défense ; K. Kallas (EST) HGR/VP ; H. Virkkunen (FIN), Commissaire en charge de la Souveraineté Numérique et la Sécurité.